

La résilience acadienne

Entrevue avec Maurice Basque

Emiliano Arpin-Simonetti

Number 778, May–June 2015

Francophonie en Amérique : entre rêve et réalité

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/77925ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Arpin-Simonetti, E. (2015). La résilience acadienne : entrevue avec Maurice Basque. *Relations*, (778), 19–21.



La résilience acadienne

Entrevue avec Maurice Basque

Fondée en 1604 à l'île Sainte-Croix, l'Acadie est le premier foyer de peuplement francophone en Amérique du Nord. À l'instar de cette réalité historique, l'identité acadienne et son caractère distinct, forgés par une histoire mouvementée, restent pourtant méconnus dans la francophonie, et ce, malgré un dynamisme culturel indéniable depuis plusieurs décennies. Maurice Basque, historien et directeur de l'Institut d'études acadiennes de l'Université de Moncton de 2007 à 2010, s'est entretenu avec nous de la place qu'occupe l'Acadie dans la francophonie américaine.

Relations: La réalité et le caractère national de l'Acadie ne sont pas toujours connus, même au Québec. Comment expliquez-vous cette méconnaissance?

Maurice Basque: Avant toute chose, lorsqu'on discute de la société acadienne *contemporaine*, il faut préciser que c'est de l'Acadie des quatre provinces de l'Atlantique dont on parle – à laquelle on peut inclure les Îles-de-la-Madeleine, où la majorité de la population s'affiche autant acadienne que québécoise. En somme, ça représente environ 300 000 personnes qui parlent français au quotidien, et dont la masse critique se retrouve au Nouveau-Brunswick.

Cette province est la seule officiellement bilingue et la seule à l'extérieur du Québec où les droits des francophones sont assez bien précisés dans la Constitution canadienne. Même si seulement le tiers de la population du Nouveau-Brunswick est francophone, celle-ci a aujourd'hui des hôpitaux, des municipalités et un système scolaire qui va de la maternelle au 3^e cycle universitaire, ce qui est assez exceptionnel compte tenu de l'histoire.

Virginia Pésémapéo Bordeleau, *Masque volant*, 2010, acrylique sur toile, 76 x 102 cm (photo : Daniel Gingras)

Or, l'Acadie est souvent vue au Québec comme l'avant-dernière station avant l'assimilation totale. Bernard Landry, lorsqu'il était premier ministre du Québec, avait d'ailleurs appelé les Acadiens à déménager au Québec, le « foyer » de la francophonie, pour éviter l'assimilation. Ce faisant, il oubliait qu'il y a deux foyers de peuplement francophone dans l'histoire nord-américaine : l'Acadie, fondée en 1604, puis Québec, fondée en 1608. Bref, les Acadiens ne retournent pas chez eux s'ils déménagent au Québec!

Si la crainte de l'assimilation est fondée dans certains cas en Acadie, il faut toutefois reconnaître que la vapeur a été renversée. Dans les années 1970, on croyait en effet que les Acadiens seraient disparus d'ici l'an 2000, comme le prévoyait l'historien Michel Roy dans son essai *L'Acadie perdue*. Mais dès les années 1980-1990, on sent le vent tourner et une fierté, une effervescence culturelle s'installer. Ce n'est pas le seul facteur, mais la politique du bilinguisme officiel adoptée par Pierre Elliott Trudeau a beaucoup contribué à ce renouveau. Pour nous, le bilinguisme, c'était surtout la capacité de demander des services en français; c'était une manière de s'épanouir, d'être fiers au sein du Canada. Au Québec, pour plusieurs, cela a été vu comme

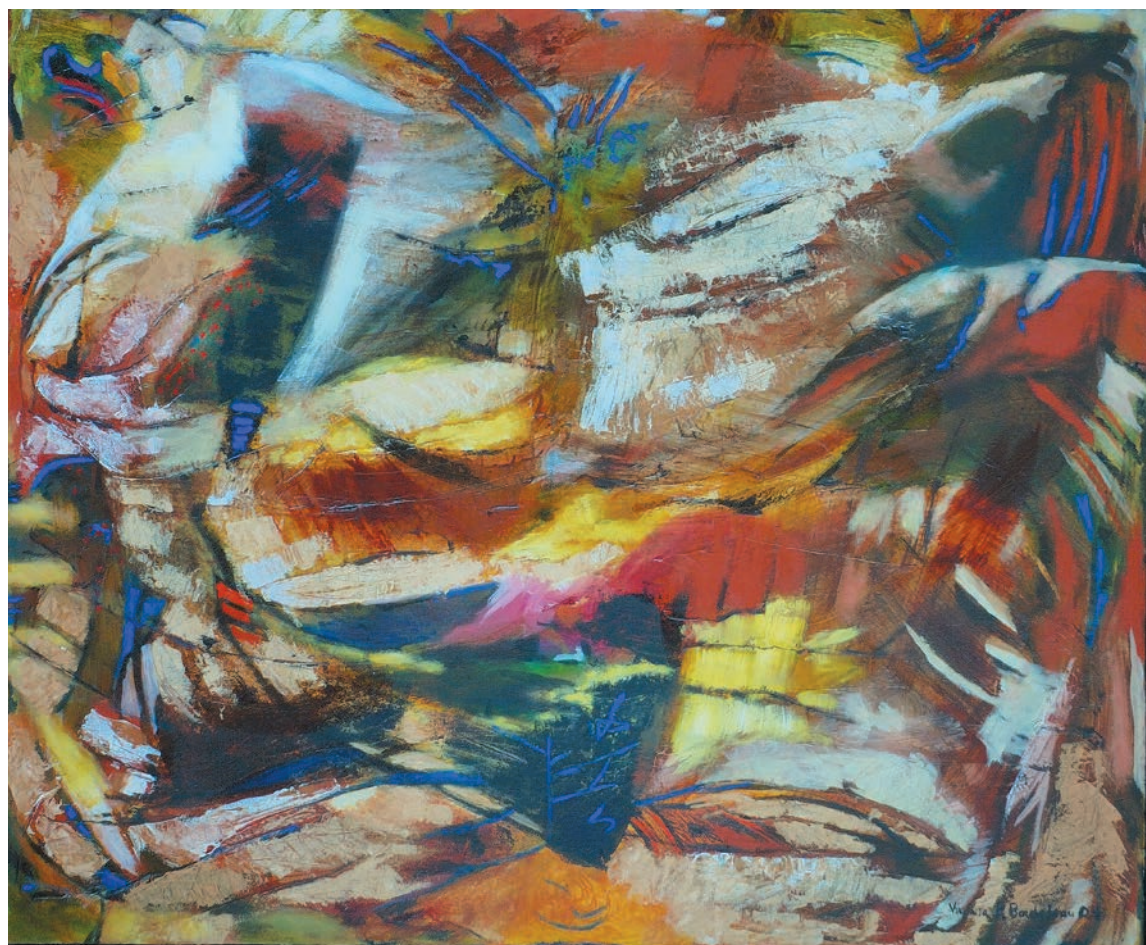
une compromission, plutôt que comme un compromis acceptable.

Malheureusement, à travers les médias québécois notamment, on a souvent l'impression que le succès d'une Acadie qui vit son rapport au français différemment, dans un contexte minoritaire, est perçu comme un désaveu du modèle québécois d'aménagement linguistique, ce qui n'est bien sûr pas le cas. Nous ne sommes simplement pas sur la même planète linguistique qu'au Québec, où l'on peut vivre en français au quotidien, une situation enviable en Amérique du Nord!

Tout ça pour dire qu'il y a beaucoup de chemin à faire pour qu'on ait des rapports de « peuple à peuple » et qu'on puisse se parler franchement, c'est-à-dire en reconnaissant que, d'une part, les Acadiens sont en contexte minoritaire et, d'autre part, les Québécois sont en contexte majoritaire. Ce sont deux rapports au monde.

Rel. : Vous avez parlé d'effervescence culturelle; les Congrès mondiaux acadiens en sont une manifestation intéressante. Quel est l'apport de ces grands rassemblements?

M. B. : Le premier Congrès mondial acadien (CMA) a eu lieu en 1994 dans le sud-est du Nouveau-Brunswick et c'est



Virginia Pésémappéo Bordeleau,
Tente tremblante, 2004,
acrylique sur toile, 92 x 92 cm

celui qui a probablement eu l'impact le plus considérable. Il s'est tenu dans une région où, historiquement, la cohabitation entre francophones et anglophones se vit à l'avantage des anglophones. Ce congrès a redonné aux gens la fierté de s'exprimer et de s'afficher publiquement en français. Quand le secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros Ghali, est venu rencontrer les Acadiens à l'invitation du CMA, les médias anglophones de Moncton et du Nouveau-Brunswick ont réalisé tout à coup que leurs voisins n'étaient peut-être pas si méprisables... Ce fut un peu la même réaction en 1999, lors du Sommet de la

Si la crainte de l'assimilation demeure dans certains cas en Acadie, il faut toutefois reconnaître que la vapeur a été renversée. Dès les années 1980-1990, on sent une fierté, une effervescence culturelle s'installer.

Francophonie, quand les chefs d'État et de gouvernement ont défilé sur la rue Principale à Moncton. Pour les Acadiens, en particulier les jeunes, ce fut un moment fort qui a fouetté la fierté nationale.

Cependant, les Congrès mondiaux acadiens subséquents, qui se tiennent aux cinq ans, ont montré les limites de ce genre de rassemblement. Ils attirent en effet beaucoup d'Acadiens de la diaspora, pour qui l'appartenance acadienne est surtout généalogique. Or, ce qu'on essaie de faire dans ces congrès, du côté des chercheurs et des intellectuels, c'est d'avoir des moments de réflexion sur ce qu'on appelle la vraie Acadie, c'est-à-dire celle qui existe et celle qui vit, pas l'Acadie mythifiée de la diaspora qui, par ailleurs, parle surtout anglais, ce qui pose problème.

Rel. : Quel rapport maintenez-vous avec la Louisiane, où un nombre important d'Acadiens se sont retrouvés après la déportation de 1755?

M. B. : Le rapport des Acadiens avec la Louisiane est complexe, en partie à cause d'une certaine méconnaissance de la réalité louisianaise. La grande majorité des Acadiens s'imaginent en effet une Louisiane peuplée d'émules de Zachary Richard, revendicateurs, qui parlent français. Dans les faits, la très grande majorité du demi-million de *Cajuns* en Louisiane sont des anglophones. Pour eux, le français est pratiquement disparu – sauf dans quelques chansons –, mais ça ne les empêche pas d'avoir une identité dont ils sont fiers. C'est une culture qui a assimilé beaucoup d'allemand, d'espagnol, de créole, et dont les noms de famille sont souvent différents des patronymes « canoniques » acadiens. Une très petite frange, très minoritaires – les Cadiens –, parle encore français, mais l'essentiel de la culture cajun se vit en anglais et s'affiche la « fin de semaine » pour ainsi dire : elle n'est pas vécue au quotidien. Elle n'est pas politique.

Aussi, le rapport à la Louisiane, bien qu'on ne se l'admette pas toujours, demeure trouble. La « louisianisation »,

ce n'est pas un terme positif, ça demeure une hantise. Car on sait qu'il faut toujours rester vigilant. L'Université de Moncton, l'Université Sainte-Anne en Nouvelle-Écosse et les collègues communautaires francophones demeurent les fers de lance de cette vigilance, voire de cette résilience acadienne, car leurs diplômés s'installent très majoritairement en Acadie et continuent, à leur façon, de construire cette Acadie de l'Atlantique.

Rel. : Quel rôle l'Acadie peut-elle jouer dans la francophonie américaine?

M. B. : Le handicap majeur de l'Acadie est qu'elle n'a pas d'État : les efforts reposent donc sur les citoyens et le milieu associatif. Or, dans les années 1970, il y avait deux ou trois associations qui rassemblaient une bonne partie des Acadiens. Aujourd'hui, comme ailleurs en Occident, le monde associatif a éclaté en de multiples niches. C'est plus difficile de s'investir individuellement dans une francophonie plus large. Le fédéral n'a pas aidé non plus en exigeant, dans les années 1970, que l'action collective francophone se fasse par province. Dans l'Acadie de l'Atlantique, cela a donné lieu à un morcellement. La Société nationale de l'Acadie, qui regroupe tous les Acadiens, existe toujours, mais les questions plus politiques relèvent maintenant des associations provinciales comme la Société de l'Acadie du Nouveau-Brunswick, la Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse, etc.

Malgré ces difficultés, je crois que les Acadiens peuvent et doivent s'ouvrir davantage à la francophonie. Il ne faudrait pas qu'on s'assoie sur nos acquis et qu'on se désintéresse des autres collectivités francophones en se disant « qu'elles s'organisent de leur côté ». Par exemple, on oublie souvent que c'est en Ontario qu'il y a le plus de francophones, en dehors du Québec, avec son demi-million de personnes. Or, en dehors des cercles intellectuels et universitaires, on connaît mal l'Ontario francophone, son système scolaire, ses lois linguistiques, les transformations liées à l'arrivée d'immigrants africains, européens, asiatiques, etc.

Même en Acadie, entre le Nouveau-Brunswick qui dit incarner une Acadie « en santé » et les autres provinces de l'Atlantique, il n'y a pas assez de coopération. On n'aide pas suffisamment l'Île-du-Prince-Édouard, Terre-Neuve et même les Îles-de-la-Madeleine, alors qu'on connaît leurs difficultés : on sait ce que c'est d'être en périphérie, en difficulté économique, en situation d'exode rural.

Aussi, malgré le morcellement géographique, il est facile aujourd'hui, grâce à Internet notamment, de maintenir des liens et un dialogue, de créer un espace où l'on peut discuter des différentes réalités. Car on a en partage quelque chose de précieux, qui est la langue française. ●

ENTREVUE RÉALISÉE PAR EMILIANO ARPIN-SIMONETTI